

Les marchands interpellent les pouvoirs publics



Une rue juxta-
nt le march-
é la Bastill-
e. ©
D.R

Malgré les assurances des pouvoirs publics, ils craignent d'être définitivement expulsés.

“Nous tentons depuis plusieurs semaines d'établir le dialogue avec les services de l'APC d'Oran mais nous nous heurtons au silence. La réhabilitation de la Bastille nous concerne au premier chef et nous aimerions être entendus.” C'est, en substance, ce que le représentant des marchands du marché des Aurès (anciennement la Bastille), Djamel Benkhalel, a déclaré mercredi au cours d'un point de presse tenu au siège de wilaya de l'Association nationale des commerçants et artisans.

M. Benkhalel avoue à demi-mot que malgré les assurances des pouvoirs public, les marchands de la Bastille craignent d'être définitivement expulsés du marché au profit de quelque puissance occulte. Il interpelle les autorités locales, principalement l'APC d'Oran, sur la nécessité aussi bien de rassurer les commerçants que de prêter attention à leurs préoccupations.

“Les autorités disent vouloir réhabiliter le marché afin de lui rendre son lustre, nous ne demandons pas mieux. Mais pourquoi vouloir nous transférer ailleurs (ancien dépôt de l'ONCV, place Hoche, Ndlr), alors que nous pouvons, par un système de roulement, installer nos tables dans les rues transversales en attendant la fin des travaux ?”, s'est-il interrogé en affirmant que la “recette” avait déjà fonctionné il y a 30 ans. Le projet d'aménagement du marché des Aurès (ex-la Bastille) s'inscrit dans le cadre de l'embellissement de la ville en prévision des Jeux méditerranéens de 2021. Il comporte notamment la réhabilitation de la voirie, le ravalement des façades des immeubles bordant la rue, ainsi que la réfection de la lumière. Les travaux qui devaient être lancés à la fin de l'année passée ont été suspendus en raison de l'absence d'un consensus entre les autorités

locales et les marchands, préalable imposé par le wali lors d'une visite effectuée sur site en décembre 2018. "Pour qu'il y ait consensus, il faut établir un échange. Or on nous oppose le silence", a encore insisté M. Benkhaled en réitérant son appel à l'ouverture d'un dialogue entre l'APC et le bureau représentant les marchands de la Bastille. Pour rappel, le marché compte 140 tables de vente de fruits et légumes, plus de 200 magasins et des centaines de commerçants informels dont le nombre n'a pas encore été déterminé.

S. Ould Ali